



La Plaine sur mer

MAIRIE DE LA PLAINE-SUR-MER

LOIRE-ATLANTIQUE

Arrêté n° 2024-503-AF

Objet : Arrêté portant autorisation de voirie et réglementant la circulation au profit de l'entreprise VEZIE BAGE RESEAU pour une occupation du domaine public en relation avec des travaux situés imp de la Gateburière.

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,
Vu l'arrêté n° AR 2024-432 du Président de Pornic Agglo en date du 17 décembre 2024 et portant permission de voirie au profit de l'entreprise VBR,

Considérant la requête en date du 3 octobre 2024, par laquelle l'entreprise VEZIE BAGE RESEAU située 17 Rue des Saules 44260 Savenay, demande une autorisation pour occupation du domaine public, liée à des travaux ayant bénéficié d'une permission de voirie par le Président de Pornic Agglo,

Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

Considérant la compétence de Pornic Agglo sur les secteurs de développement économique,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 30 jours à compter du 6 janvier 2024, pour réaliser : réfection réseau ENEDIS BT.

Article 2 : Prescriptions d'occupation

Les autorisations de voirie ne permettent pas de réaliser des travaux impactant le domaine public.

Prescriptions d'occupation :

1. L'arrêté de permission de voirie n° AR 2024-432 du Président de Pornic Agglo en date du 17 décembre 2024 et portant permission de voirie au profit de l'entreprise VBR s'impose au bénéficiaire en totalité.
2. Si lors de la réalisation des travaux des impondérables techniques apparaissent, le bénéficiaire devra prendre attache auprès des services de Pornic Agglo pour avis.
3. Les fouilles laissées ouvertes en dehors des périodes d'interventions seront barrières et disposeront d'un accessoire réfléchissant.

Article 3 : Réglementation de la circulation

1. travaux réalisés sous chaussée rétrécie avec mise en place d'un alternat si la largeur de circulation laissée libre sur la voie impactée est inférieure à 3,00 ml.
2. le stationnement sera interdit dans l'emprise des travaux.
3. La vitesse sera limitée à 30 km/h dans l'emprise des travaux ou de l'alternat, augmenté de 30,00 ml de part et d'autre.
4. Dépassement interdit dans la zone réglementée.

Article 4 : Sécurité et signalisation de l'occupation du domaine public

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son intervention sur domaine public. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de ses actions sur le domaine public ou de l'installation de ses biens sur celui-ci.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires définies précédemment, le bénéficiaire recevra une injonction immédiate de procéder au retrait de l'occupation du domaine public.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 – Délais et voie de recours

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, 6 Allée de l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le bénéficiaire peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision

La Plaine-sur-Mer, le 20 décembre 2024

Le Maire,
Danièle VINCENT



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 0610111978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification, qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service voirie de la Mairie de LA PLAINE SUR MER.

Ampliation :

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer